



L'Europe et la mondialisation,

Chacun le sait l'Europe est un champ de bataille économique qui depuis 15 ans se régale des renoncements manufacturiers de la France.

La France, qui ne respecte pas ses engagements, paie autrement, en acceptant des avantages concurrentiels hors de propos que se sont donnés les pays voisins.

L'Euro qui est en réalité un Euro-Mark nous étrangle en attendant de s'adapter sous la contrainte.

Le retard pris par la France rend définitivement impossible le rattrapage en bien des activités. Nous savons que faute de valoriser les co-produits, en chondroïtine, en peptides..., nos activités de base ne seront plus rentables. Quand on finit par accepter enfin la méthanisation, nos voisins nous piquent le cracking de nos co-produits, qui rachètent Diana.

Il nous faudra changer les réflexes, changer l'ordre des primautés et choisir d'autres variables d'ajustement que la mort du plus faible.

La mondialisation a conduit à des situations complexes sinon dangereuses.

Ceux qui ont cru que « tout le monde est gentil » en sont pour leurs frais. Confier nos pêcheurs aux Thaï, nos laitiers aux Chinois, nos terres à je ne sais qui, c'est folie.

Brader son autonomie alimentaire n'est pas seulement une erreur, c'est une faute.

La Production avicole et ses parties prenantes,

Qui pour et avec nous, qui contre et contre nous.

Disons tout d'abord que, avec ses 57% de dépense publique, quand l'Allemagne en est à 44%, nos combattants du poulet (et du reste) ont des canons dont la portée est de 20% inférieure à ceux de nos concurrents.

Ceux-ci attaquent Brest quand on ne peut atteindre Paris.



SANS STRATÉGIE, IL N'EST POINT DE SALUT

PUBLIÉ LE 31 MARS 2018

Il n'est plus acceptable qu'après de vagues promesses chacun, ouvriers et éleveurs soient invités à remonter au front jusqu'au prochain échec. Les Bretons ont trop donné.

Loin de Bercy loin du cœur.

Alors, tant qu'à faire mettons-nous encore plus loin.

Loin d'un Paris qui s'en fiche puisque les Parisiens ne manquent pas de poulets, ils demeurent sourds aux harangues du « achetez français » le poulet ils veulent bien mais pour les taxes décidées par eux, c'est non.

Bref : ni au bureau ni à la table, les tenants du centralisme ne sont avec nous,

Les céréaliers et leurs représentations ne sont pas avec nous. Depuis des décennies ces gens, nos fournisseurs obligés, récupèrent dans le prix des céréales et autres graines une part déterminante des gains d'efficacité des éleveurs, le syndicat unitaire veille à ce qu'ils demeurent des captifs économiques.

Imaginez,

Quand l'état leur refusait des hausses de prix, on les autorisait à incorporer plus de déchets ou plus d'eau dans les céréales ; c'est comme le pain « de deux livres » autorisé à 400 grammes.

Ils faisaient en sorte que les aides aux silos portuaires de Bretagne soient assujettis à des conditions qui les empêchaient de devenir des leviers de compétition.

Ils ont été jusqu'à contaminer au DDT, sur ordre, les blés de ceux qui osaient en importer.

La France est le seul pays d'Europe où le prix des blés fourragers est à peine inférieur à ceux des blés meuniers, les index techniques étant manipulés à cette fin.

Bien sûr que le jour où l'élevage aura disparu ici, il leur faudra exporter à un prix compétitif aux Brésil ou ailleurs, là où se fera l'élevage. Bien sûr qu'au prix qu'ils devront faire, nous saurions être compétitifs en élevage de poulets, ici.

Bref, tout autrement qu'en raison de la loi de l'offre et de la demande, nos fournisseurs sont contre nous.

Nos ports sont contre nous.



SANS STRATÉGIE, IL N'EST POINT DE SALUT

PUBLIÉ LE 31 MARS 2018

Tout le monde le sait, les mœurs y sont anti-économiques, il en coûte à l'élevage breton au moins 100 millions d'euros par an.

Je vous assure que la baisse de trafic Doux sur les quais de Brest va faire monter nos barèmes portuaires sur toute la Bretagne.

Bref, sous couvert des préfectures, ils sont contre nous.

La RHD (restauration hors domicile) est contre nous. C'est essentiel d'en parler parce que pour nous, pour Doux, c'est le marché du poulet importé qu'il nous faut reconquérir. Il le faut, sauf que ceux qui bénéficient de prix « import » n'ont pas envie que ça change. Le différentiel dont ils ont bénéficié des années durant explique en partie le succès des géants français de la RHD, c'est comme pour la distribution, nous avons des champions du monde, mais qui donc a payé pour ça.

Nous avons gardé les mœurs d'avant mondialisation. Il faudrait être ensemble pour faire gagner la France.

Bref nos clients naturels sont aujourd'hui contre nous.

Les concurrents français de Doux, producteurs de volailles sont plus ou moins contre nous.

Nous disons plus ou moins contre nous, parce que deux choses sont évidentes. Personne ne rêve plus d'être propriétaire d'un abattoir dans un pays qui les met hors-jeu.

Chacun sait que le futur avicole immédiat de la France ne se fera pas par un combat fratricide.

Savoir conserver des concurrents à sa main est sagesse.

Mais pour le quart d'heure faisons silence.

Bercy comprendra trop tard que, depuis l'ouverture des frontières, l'adversaire n'est plus le voisin.

Si, dans l'instant c'est Doux, après Tilly, c'est la Bretagne qui est sur le grill, le tour des autres viendra, ce sera comme pour le diester.

C'est une question de temps, les sympathies incestueuses estompées, nul ne peut résister longtemps à un différentiel de compétitivité de plus de 20%.

Si l'assaut ne vient pas du métier il viendra par les magasins étrangers ou par



SANS STRATÉGIE, IL N'EST POINT DE SALUT

PUBLIÉ LE 31 MARS 2018

Amazon.

Pour qui a étudié les mutations intervenues aux USA, là où d'état à état il existait, comme ici, des différences significatives, le futur est évident.

La France d'en haut, celle qui asphyxie d'abord, qui subventionne ensuite et qui enterre enfin, pourrait-elle l'entendre !

Sont aussi contre nous, tous ceux qui sont contre tout, contre l'élevage et le reste.

Toutes les radicalisations se multiplient quand la Nation ne donne plus le sens et qu'une partie de la population a perdu ses repères.

Bien sûr que dans un projet de territoire, au bénéfice du territoire, il faudrait mettre à plat ces pratiques et débusquer les intentions, obliger chacun à choisir son camp. C'est d'accord il y aura aussi la SNCF, mais pas seulement !

Puisse la Bretagne comprendre et ses élus aussi.

Sont avec nous :

Les ouvriers et les éleveurs, c'est entendu.

Les artisans, commerçants, entrepreneurs qui sont des prestataires ou des bénéficiaires directs ou indirects de Doux.

Les élus territoriaux, c'est sûr.

Les élus nationaux. Oui, je le crois, en paroles.

Il faudra cependant qu'ils nous expliquent comment on peut être pour le pays et voter des taxes, des écotaxes qui détruisent la compétitivité.

Mais après tout, voyons ce qu'ils feront demain, si ils en viendront à préférer leur pays.

Voyons si ils sauraient faire établir un « Robinson Act », pour construire la paix.

Nos forces et nos faiblesses :

Les éleveurs et les ouvriers sont de bons à très bons, le problème n'est pas là, sauf...

- sauf que sur le long terme si nous ne renouvelons pas, si nous ne rénovons pas les poulaillers qui ont plus 20 ans de moyenne d'âge, quand les



SANS STRATÉGIE, IL N'EST POINT DE SALUT

PUBLIÉ LE 31 MARS 2018

propriétaires en ont plus de 55 et ne voient pas le soleil, ça ne se passera pas bien, ni pour le chauffage ni pour le sanitaire.

- sauf que pour les ouvriers, comparés aux pays concurrents, ils coûtent trop cher et ne sont pas payés assez cher.

Cherchez l'erreur ! Il en est deux :

- les charges, bien sûr, alors : mettons en œuvre les allègements comme cela existe depuis des années dans l'industrie automobile.
- le « financiarisme » (LBO et autres raiders)... ça tombe bien, dans les circonstances actuelles personne ne veut plus, en France, être propriétaire d'un abattoir à Châteaulin ou à Plouray.

Pour un demain qui crée l'envie, mettons en œuvre un dispositif du type Mondragon en Euskadi. Avec un établissement bancaire en marque blanche, l'argent des Bretons ainsi investi serait plus utile et mieux assuré que dans les placements aujourd'hui conseillés par des agents intéressés.

Rêve et Ose.

Merci de comprendre que mon propos n'ambitionne pas de tracter le passé dans le présent ; un entrepreneur ça pense à 20 ans, ils s'interrogent : dans cette nouvelle usine, qui sera ouvrier, des gens d'ici ou venus d'ailleurs, des fournisseurs, des clients, des amis, qui doit être propriétaire pour que dans 20 ou 30 ans le village aime son entreprise et son monde.

Là est la question.

Vivement demain :

Seuls des professionnels aguerris peuvent réussir dans des métiers exposés à la concurrence internationale.

Pour les 20 ou 30 ans qui viennent, le temps nécessaire à la France pour rétablir l'égalité des chances en Europe, je ne crois pas que les supers managers indispensables, les Carlos Ghosn, accepteront de porter financièrement la charge de



SANS STRATÉGIE, IL N'EST POINT DE SALUT

PUBLIÉ LE 31 MARS 2018

l'immobilier.

On ne demande pas aux champions du foot de financer le stade.

Ah Il ne fallait pas, Il ne fallait pas autant...taxer !

Si besoin je puis vous fournir le benchmark qui compare les situations comptables et fiscales du match Allemagne/ France.

Puisse un jour nos experts-comptables oser en parler plutôt que de réciter.

Comment y aller: la Bretagne et ses instances

C'est simple, commençons par accepter que nous ne sommes plus la lumière du monde, acceptons de faire ainsi que les voisins qui réussissent.

Voici la marche suivie par eux :

Temps 1 :

Des professionnels aguerris établissent un business plan territorial qui prend en compte l'ensemble des éléments voulus :

- les investissements nécessaires
- les équilibres et autonomies financières durables
- les charges de rémunération, celles des éleveurs et des employés, de paiement des fournisseurs.
- l'impact sur l'emploi en regard du coût de chômage ainsi évité.
- les retombées fiscales (sur les carburants, sur la tva, sur les assurances, sur les flux financiers...)
- l'impact écologique comparé à l'importation.
- l'impact induit par la rénovation des bâtiments d'élevage plutôt que pour leur destruction.
- l'impact sociétal et celui de la préservation des expertises pour l'indépendance alimentaire.

Temps 2 :

La même équipe, complétée par des sachants travaille le business plan ainsi établi pour faire apparaître les différentiels avec le ou les pays concurrents ainsi que les efforts attendus de chacune des parties prenantes.



SANS STRATÉGIE, IL N'EST POINT DE SALUT

PUBLIÉ LE 31 MARS 2018

Il convient d'énoncer honnêtement

- les dispositions attendues pour trouver les marges nécessaires, d'indiquer qu'elles sont les dispositions attendues de ceux qui impactent la rentabilité et que j'ai cité plus avant.
- Indiquent où sont les variables d'ajustement quand les marges n'y sont plus.
- identifient les dispositions nécessaires, comme par exemple le photovoltaïque sur les poulaillers. (25% des revenus éleveurs ont dit les Allemands)
- la mission affectée à chacun, dont les élus qui par exemple ne doivent pas retenir, pour les cantines, des soumissionnaires qui auraient préférence pour des viandes importées.

Le business plan ainsi élaboré est alors soumis au vote des élus régionaux, en séance publique. Des explications sont demandées, de part et d'autre, les dispositions sont débattues et chaque parti vote en son âme et conscience. Ainsi grandit la compréhension de l'économie par les électeurs. C'est avec de telles dispositions que l'Allemagne des Landers nous a évincé.

Et bien sûr que le niveau des charges et des contraintes qui dépendent de l'état doit être garanti, « cofacé » par la Région. Nos élus, avec nous ! La prime d'assurance sera d'autant plus élevée que la parole manquera de fiabilité. Si le manager peut prendre le risque du marché, du sanitaire, des performances, de la concurrence, il n'a plus les marges pour supporter la concurrence et l'instabilité de l'état.

Pour que la confiance revienne, Il ne convient plus que le mensonge rapporte plus que la vérité.

Concluons :

A ceux qui préfèrent le présent, qui préfèrent se dédouaner à minima et en argent, qui se limitent à redonner la tva perçue sur l'investissement, je souhaite bon vent. Faire cesser les pertes c'est la Stratégie. Faire de nouvelles usines c'est l'audace.



SANS STRATÉGIE, IL N'EST POINT DE SALUT

PUBLIÉ LE 31 MARS 2018

Donner envie aux éleveurs et ouvriers c'est affaire de confiance et de foi en l'avenir, pour ça, depuis les 35 heures l'entreprise ne le peut plus seule.

A ceux qui disent que c'est impossible, ainsi que l'on fait les spadassins de Montebourg à Charles Doux, posons-leur la question de ce qu'ils font là.

A ceux qui sont « avec nous » je dis : il est encore temps.

Mais faisons vite : Les ouvriers partis, les poulaillers en ruine, les plombiers absents, les campagnes vides, il sera trop tard.

La Bretagne ne doit pas devenir la Beauce.
C'est maintenant.

A ceux qui doutent et qui cherchent je dis :

La démarche ambitieuse de mobiliser les talents et les envies plutôt que la peur.
Retrouvons l'honneur.

Ce n'est pas que le chemin est difficile, c'est le difficile qui est le chemin.

Je sais combien il est difficile pour des élus inscrits dans les prélèvements et les normes de basculer dans la mobilisation des convictions et des énergies. Nous serons à vos côtés si vous osez.

Je sais combien il est difficile de s'extraire de la pensée unique, qui conduit à l'opérateur unique d'abord et à l'écroulement ensuite.

Je sais aussi que le futur est affaire d'homme et de familles, il se construit à la maison, ce futur existe quand les conversations donnent aux enfants l'envie de succéder à leurs parents.

Fais comme à la maison !